



DIX-SEPTIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Directeur général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Avis de décès.....	1
II. Progrès de la législation internationale du travail	3
III. Administration interne	5
IV. Publications et documents.....	7

I. Avis de décès

M. James Wilmot (Jim) Rowe

1. Le Directeur général a le profond regret d'annoncer le décès, survenu le 29 septembre 2007 à Featherston (Nouvelle-Zélande), de M. Jim Rowe, ancien membre employeur du Conseil d'administration.
2. Jim Rowe est né à Waitara (Nouvelle-Zélande), le 19 janvier 1928. Après avoir terminé sa scolarité secondaire à la *New Plymouth Boys High School*, il entame des études universitaires à l'Université d'Auckland, d'abord en chimie puis en mathématiques. Issu d'un milieu modeste, il doit interrompre ses études pendant une année pour travailler comme jeune enseignant au lycée du district de Waitara (*Waitara District High School*). De retour à l'Université d'Auckland, il termine sa licence de mathématiques, obtient un diplôme d'enseignement puis se tourne vers l'économie, où il se distingue très rapidement comme un brillant étudiant qui se verra décerner une maîtrise en économie avec la plus haute distinction (*First Class Honours*). Au cours des années qui suivront, il se consacrera entièrement à l'enseignement et la recherche qui alimenteront sa subtile compréhension des rouages de l'économie et du monde de l'entreprise.
3. Il enseigne d'abord l'économie à l'Université Victoria avant de devenir, en 1961, directeur de recherches de l'Association des banquiers (*Bankers Association*). De 1966 à 1971, il rejoint ensuite, en qualité de directeur, l'Institut néo-zélandais de recherche économique (*New Zealand Institute of Economic Research*) avant de reprendre l'enseignement à l'Université de Massey, en tant que chef du Département de l'économie. L'année 1977 marquera un tournant dans sa vie professionnelle, avec sa nomination à la tête de la Fédération des employeurs de Nouvelle-Zélande (*New Zealand Employers Federation*)¹.
4. Il s'investira alors, sans compromis ni réserve, dans sa nouvelle mission, au travers de laquelle il s'est fixé comme objectif de redynamiser le milieu patronal et transformer la fédération en une entité forte et écoutée, susceptible par son professionnalisme et la pertinence de son analyse économique, de devenir un interlocuteur respecté dans les relations professionnelles de Nouvelle-Zélande. En Jim Rowe, le milieu patronal trouve un avocat hors pair, dont les vues, souvent péremptoires et critiques à l'égard de la gestion économique de son pays, susciteront néanmoins une prise de conscience au plus haut niveau politique. Entier dans ses prises de position comme dans ses convictions, il n'hésitera pas à défendre des positions aussi impopulaires dans son propre camp que dans le milieu syndical. Avec le recul pourtant, bon nombre de ses propositions sur des questions aussi sensibles que la libre entreprise ou la déréglementation ont été par la suite validées par l'histoire. Connu pour sa verve oratoire et ses formules à l'emporte-pièce, c'est par contre dans la plus grande discrétion qu'il témoignera de sa conscience sociale au travers de nombreuses activités, tel le Service des volontaires à l'étranger (*Volunteer Service Abroad*) ou la *Wellington City Mission* qu'il présida pendant plusieurs décennies.
5. Au niveau international, il apportera sa précieuse contribution à l'action de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), dont il présidera le Conseil général en 1988-89. Entre 1979 et 1988, il participera à neuf sessions de la Conférence internationale du Travail, en qualité de délégué employeur de la Nouvelle-Zélande. Membre employeur du Conseil d'administration à partir de juin 1983, il siègera à toutes ses sessions entre juin 1984 et juin

¹ Suite à une fusion avec la *Manufacturers Federation*, cette fédération prendra en 2001 le nom de *Business New Zealand*.

1990. Il restera dans les mémoires de ceux qui ont eu le privilège de le connaître ou de siéger à ses côtés, comme un fervent partisan du dialogue social, un remarquable économiste et un homme de conviction, dont la voix continuera à se faire entendre au travers de nombreuses publications sur des sujets aussi divers que l'économie, le domaine bancaire, la fixation des salaires ou les relations professionnelles.

- 6. *Le Conseil d'administration voudra sans doute inviter le Directeur général à transmettre ses condoléances à la famille de M. Rowe, à la Business New Zealand et à l'Organisation internationale des employeurs.***

M. Toshio Yamaguchi

7. Le Directeur général a le profond regret d'annoncer le décès, survenu le 12 décembre 2007 à Tokyo (Japon), de M. Toshio Yamaguchi, ancien membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations.
8. Il était né le 3 février 1928 à Tokyo (Japon). Diplômé en 1953 de la faculté de droit de l'Université de Tokyo, il choisit alors de poursuivre ses études à l'Université de Paris (France). Il y achève en 1956 son doctorat ² pour lequel il recevra en 1961 le prix de thèse. Devenu parfaitement francophone, il reste en France où il est chercheur de 1962 à 1965 au Centre national de la recherche scientifique.
9. Après de nombreuses années passées en France, M. Yamaguchi revient en 1966 dans son pays pour devenir professeur de droit à l'Université de Rikkyo, où il se spécialise dans le droit du travail comparé. Sa carrière universitaire sera jalonnée par des postes de professeur de droit aux Universités de Tokyo (1972-1988), Chiba (1988-1993) et Kanagawa (1993-1998) – il occupera cette dernière fonction au titre d'une nomination spéciale jusqu'à son décès. Sa connaissance du droit du travail comparé (principalement ceux de la France et du Japon) lui vaudra le titre de docteur honoraire de l'Université de Toulouse (France) en 1981 et de professeur émérite de l'Université de Tokyo en 1983. En reconnaissance de ses travaux universitaires, il a été promu dans l'ordre des Palmes académiques officier en 1981 puis commandeur en 2001, distinctions françaises parmi les plus prestigieuses dans ce domaine.
10. En 1974, M. Yamaguchi devient membre de la Commission des relations professionnelles du district de Tokyo, première de ses nombreuses nominations à des organismes de relations professionnelles, et il sera finalement, de 1996 à 1998, président de la Commission centrale nationale des relations professionnelles. En 1991, il rejoint la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, où il restera jusqu'en 2002. Fervent promoteur dans son pays de l'action de l'OIT, il écrit des articles dans des publications techniques pour faire partager sa connaissance des travaux de la commission d'experts. Conscient de la nécessité de tenir à jour les normes, il défend le mécanisme normatif. Lors d'entretiens parus dans la presse japonaise, il a exprimé la haute idée qu'il se faisait de la justice sociale et son souci de l'égalité entre hommes et femmes. Clairvoyant, avant que ces problèmes préoccupent les organisations internationales, il évoque le besoin d'examiner les défis de la mondialisation et les effets du tourisme sexuel sur le travail des enfants.
11. Son expérience précoce de la vie en France l'avait familiarisé aux approches différentes, dans le domaine des relations professionnelles, des pays occidentaux et du Japon. Fin connaisseur des points de vue oriental et occidental, d'un abord facile, impartial, il était un

² Sa thèse a été publiée en 1963 sous le titre *La théorie de la suspension du contrat de travail et ses applications pratiques dans le droit des pays membres de la Communauté européenne.*

interlocuteur précieux. Ceux qui l'ont côtoyé à la commission d'experts se souviendront de quelqu'un d'humain, qui avait des convictions et qui s'est employé à rendre plus juste le monde du travail.

12. *Le Conseil d'administration voudra sans doute inviter le Directeur général à transmettre ses condoléances à la famille du professeur Toshio Yamaguchi ainsi qu'au gouvernement du Japon.*

II. Progrès de la législation internationale du travail

Ratifications des conventions

13. Depuis la préparation du document présenté à la 300^e session du Conseil d'administration, le Directeur général a enregistré les dix ratifications suivantes de conventions internationales du travail, qui portent à 7 536 le nombre total des ratifications enregistrées au 15 janvier 2008. En outre, une ratification de protocole a également été enregistrée.

Albanie

Ratifications enregistrées le 11 octobre 2007:

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Ratifications enregistrées le 21 décembre 2007:

Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

Protocole de 1996 relatif à la convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

Allemagne

Ratification enregistrée le 23 novembre 2007:

Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990

Argentine

Ratification enregistrée le 23 novembre 2006:

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971

Brésil

Ratification enregistrée le 21 décembre 2007:

Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996

Iles Marshall

Ratification enregistrée le 25 septembre 2007:

Convention du travail maritime, 2006

Paraguay

Ratification enregistrée le 21 décembre 2007:

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

Thaïlande

Ratification enregistrée le 11 octobre 2007:

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Dénonciation de conventions

Estonie

Le Directeur général a enregistré, le 6 décembre 2007, la dénonciation par l'Estonie de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935, qui prendra effet le 6 décembre 2008.

Ratifications/acceptations de l'instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1997

14. Depuis la préparation du document présenté à la 300^e session du Conseil d'administration, le Directeur général a reçu les ratifications et acceptations suivantes:

Afrique du Sud	Ratification	1 ^{er} octobre 2007
Pologne	Ratification	9 octobre 2007
Samoa	Ratification	26 octobre 2007
Vanuatu	Acceptation	21 septembre 2007

Le nombre total des ratifications et acceptations s'élève maintenant à 102, y compris six ratifications/acceptations par des Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable.

III. Administration interne

15. L'article 4.2 *d*) du Statut du personnel dispose ce qui suit:

Les emplois vacants dans la catégorie des directeurs et des administrateurs principaux sont pourvus par le Directeur général par voie de transfert sans changement de grade, de promotion ou de nomination. Sauf dans le cas où elles visent les emplois vacants dans les projets de coopération technique, ces promotions ou ces nominations sont portées à la connaissance du Conseil d'administration, avec un exposé succinct des aptitudes des personnes ainsi promues ou nommées [...].

16. Les nominations et promotions ci-dessous sont ainsi portées à la connaissance du Conseil d'administration.

M. Werner Blenk (Allemagne)

Nommé directeur du bureau de l'OIT pour les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Iles Salomon, Kiribati et d'autres îles du Pacifique Sud à Suva, à compter du 1^{er} décembre 2007. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 1998.

M. Dan Cunniah (Maurice)

Nommé directeur du Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV), Secteur du dialogue social, et promu au grade D.2 à compter du 1^{er} novembre 2007. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2004.

M^{me} Gerardina González-Marroquín (Costa Rica)

Nommée cheffe du Bureau des relations externes et des partenariats (EXREL) dans le Département des partenariats et de la coopération au développement (PARDEV), à compter du 1^{er} janvier 2008. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2003.

M. Virgilio Levaggi Vega (Pérou)

Nommé directeur du bureau sous-régional de l'OIT pour l'Amérique centrale à San José, à compter du 1^{er} janvier 2008. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2006.

M. David MacDonald (Australie)

Nommé chef de la Section des achats et contrats (PROCUREMENT), Bureau du Trésorier et contrôleur des finances (TRCF), Genève, à compter du 1^{er} janvier 2008. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2001.

M. Guillermo Miranda Rojas (Chili)

Nommé directeur adjoint régional de la Coordination des politiques et programmes (DRA/PPP), bureau régional de l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes, en plus de ses fonctions de directeur du bureau sous-régional de l'OIT pour le cône Sud, Santiago, à compter du 1^{er} janvier 2008. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2006.

M^{me} Carmen Moreno (Espagne)

Nommée directrice adjointe régionale pour l'appui à la gestion et l'administration (DRA/AGA), bureau régional de l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Lima, et promue au grade D.1 à compter du 1^{er} janvier 2008. Née en 1959.

M^{me} Moreno est titulaire d'un diplôme de docteur en médecine de l'Université de Séville, faculté de médecine, Séville (Espagne). Spécialiste de la médecine familiale et communautaire.

Depuis qu'elle est devenue fonctionnaire du BIT en 1996, M^{me} Moreno a occupé les fonctions suivantes: coordonnatrice sous-régionale de l'IPEC pour l'Amérique centrale au bureau sous-régional de l'OIT à San José; spécialiste du travail des enfants; et cheffe de l'Unité de programmation régionale du bureau régional de l'OIT à Lima.

Avant de rejoindre le BIT, M^{me} Moreno a été directrice médicale de l'hôpital de Mbini en Guinée équatoriale (1984-1988), directrice des études de l'Ecole nationale de la santé de la Guinée équatoriale (1989-90) et cheffe de la coopération technique espagnole de l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI) au Panama (1991-1995).

M. Guido Raimondi (Italie)

Nommé Conseiller juridique et directeur du Bureau des services juridiques (JUR), et promu au grade D.2 à compter du 1^{er} février 2008. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2003.

M. José Vacca (Uruguay)

Nommé chef du Service de la trésorerie et de la comptabilité, Département des services financiers (FINANCE), Genève, et promu au grade D.1 à compter du 1^{er} janvier 2008. Né en 1954.

M. Vacca est titulaire de diplômes universitaires supérieurs en administration publique de l'Ecole nationale d'administration (ENA) (France) et du Bureau national de l'Uruguay pour la fonction publique (1987), et en développement économique de l'*Istituto di Studi per lo Sviluppo Economico (ISVE)* (Italie).

Depuis qu'il est devenu fonctionnaire du BIT en 1997, M. Vacca a occupé divers postes au siège et sur le terrain, entre autres les suivants: chef du Service administratif régional au bureau régional de l'OIT à Lima; fonctionnaire principal chargé des services financiers à FINANCE; et chef de la Section de la comptabilité.

Avant de rejoindre le BIT, M. Vacca a occupé les fonctions suivantes: expert-comptable et responsable de la planification et du budget de l'*Administración Nacional de Combustibles, Alcohol y Portland* (ANCAP), Montevideo (Uruguay), de 1979 à 1988; assistant de recherche et d'enseignement à l'Université de sciences économiques et d'administration de Montevideo (Uruguay) de 1980 à 1988; coordonnateur sur le terrain (Protection puis Programme) de 1988 à 1989; responsable des questions financières et administratives de 1990 à 1991 pour le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR); responsable de la gestion du programme; et chef des services administratifs et du programme pour l'Université des Nations Unies (UNU), à Helsinki et à Maastricht, respectivement de 1991 à 1997.

IV. Publications et documents

17. Les publications énumérées ci-dessous sont en vente au siège depuis la 298^e session (mars 2007) du Conseil d'administration.

Conférence internationale du Travail

18. Les rapports suivants pour la 96^e session (2007) de la Conférence internationale du Travail sont parus en anglais, français et espagnol:

Compte rendu des travaux	Séance plénière, rapports de commission, textes authentiques, résolutions, index des orateurs, délégations
Rapport II	<i>Projet de programme et de budget 2008-09 et autres questions financières</i>
Rapport II (SUP)	<i>Propositions de programme et de budget pour 2008-09 présentées par le Directeur général</i>
Rapport III (1B)	<i>Eradiquer le travail forcé. Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations</i>
Rapport III (2)	<i>Application des normes internationales du travail, 2007 (II). Document d'information sur les ratifications et les activités normatives (au 31 décembre 2006)</i>

19. Les rapports suivants de la 96^e session (2007) de la Conférence internationale du Travail sont parus en anglais, français, espagnol, allemand, russe, arabe et chinois:

Rapport I (A)	Rapport du Directeur général. <i>Le travail décent au service du développement durable</i>
Rapport I (B)	Rapport du Directeur général. <i>L'égalité au travail: relever les défis. Rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail</i>
Rapport III (1A)	<i>Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations. Application des normes internationales du travail, 2007</i>
Rapport IV (2A et 2B)	<i>Le travail dans le secteur de la pêche</i>
Rapport V	<i>Renforcement de la capacité de l'OIT d'appuyer les efforts déployés par ses Membres pour atteindre ses objectifs dans le cadre de la mondialisation</i>
Rapport VI	<i>La promotion d'entreprises durables</i>
Rapport APP	Rapport du Directeur général. <i>Annexe. La situation des travailleurs des territoires arabes occupés.</i>

20. Le rapport suivant pour la 98^e session (2009) de la Conférence internationale du Travail est paru en anglais, français, espagnol, allemand, russe, arabe et chinois:

Rapport IV (1) *Le VIH/sida et le monde du travail*

21. Le *Compte rendu des travaux* de la 94^e session (maritime) (2006) de la Conférence internationale du Travail est paru en anglais, français et espagnol.

Rapports de réunions régionales

22. Les rapports suivants pour la onzième Réunion régionale africaine (avril 2007) sont parus en anglais, français et arabe:

Activités de l'OIT en Afrique, 2004-2006. Rapport du Directeur général

L'agenda du travail décent en Afrique, 2007-2015. Rapport du Directeur général

Programme des activités sectorielles

23. Les rapports suivants sont parus en anglais, français et espagnol:

Note sur les travaux de la Réunion tripartite sur la production des composants électroniques pour les industries des technologies de l'information: évolution des besoins de main-d'œuvre dans une économie mondialisée

Note sur les travaux de la Réunion tripartite sur l'impact des filières alimentaires mondiales sur l'emploi

Document thématique soumis aux fins de discussion à la Réunion tripartite sur l'impact des filières alimentaires mondiales sur l'emploi dans le secteur des produits alimentaires et des boissons

Informations de base pour l'élaboration d'un cadre d'action de l'OIT dans le domaine des substances dangereuses. Document aux fins de discussion à la Réunion d'experts pour mettre à profit instruments, connaissances, activités de sensibilisation, coopération technique et collaboration internationale afin d'élaborer un cadre d'action dans le domaine des substances dangereuses

Publications périodiques

24. Les publications suivantes sont parues ou sont sous presse dans les langues indiquées:

Bulletin des statistiques du travail, n^{os} 1 et 2, 2007 (trilingue anglais/français/espagnol)

Revue internationale du Travail, vol. 146, n^{os} 1-2, 3-4, 2007 (anglais et français); vol. 126, n^{os} 1-2, 3-4, 2007 (espagnol)

Jugements du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail: 102^e session (octobre 2006 - février 2007), 103^e session (avril-juillet 2007) (anglais et français)

Education ouvrière, vol. 145, 2006/4, et 146-147, 2007 (anglais, français et espagnol)

Salaires et durée du travail par profession et prix de détail de produits alimentaires. Statistiques de l'enquête d'octobre du BIT, 2005 et 2006 (trilingue)

Bulletin officiel, vol. LXXXIX, 2006, Série A, n° 3 et Série B, n° 3 (anglais, français et espagnol); vol. LXXXX, 2007, Série A, n° 1 et Série B, n°s 1 et 2 (anglais, français et espagnol)

Annuaire des statistiques du travail 2006, 65^e édition. Séries chronologiques. Profils par pays (trilingue anglais/français/espagnol)

Publications non périodiques

25. Les publications suivantes sont parues ou sont sous presse dans les langues indiquées (autres langues mentionnées entre parenthèses):

Anglais

ABC of women workers' rights and gender equality (2^e édition)

Active labour market policies around the world: coping with the consequences of globalization (2^e édition)

Consolidated good practices in education and child labour

Eliminating child labour: guides for employers

The employment situation of people with disabilities: towards improved statistical information

From conflict to cooperation: labour market reforms that can work in Nepal

The global employment challenge

Guide for the preparation of national action plans on youth employment

Health microinsurance schemes: monitoring and evaluation guide. Vol. 1: Methodology. Vol. 2: Practical indications

ILO Thesaurus (multilingue anglais, français et espagnol)

In defence of labour market institutions: cultivating justice in the developing world

In the wake of the crisis: Argentina's new economic and labour policy directions and their impact (aussi en espagnol)

Key Indicators of the Labour Market (KILM). Cinquième édition (comprend un CD-ROM)

A manual for gender audit facilitators: the ILO participatory gender audit methodology

Microfinance and public policy: outreach, performance and efficiency

Occupational injury statistics from household surveys and establishment surveys: an ILO manual of methods

The right to decent work of persons with disabilities (aussi en français et en espagnol, et versions sans prix dans les langues suivantes: amharique, arabe, chinois, allemand, hindi, japonais, swahili, mongol, portugais, russe, thaï et vietnamien)

The role of trade unions in workers' education: the key to trade union capacity building

Rooting out child labour from cocoa farms

Rural road maintenance: sustaining the benefits of improved access

Trade union responses to globalization: a review by the Global Union Research Network

Working time around the world

Working time and workers' preferences in industrialized countries: finding the balance

The worldwide movement against child labour: progress and future directions

Français

Aider les personnes handicapées à trouver un emploi. Guide pratique (édition africaine)

Le crédit-bail pour les micro et petites entreprises

Le droit des personnes handicapées au travail décent (aussi en anglais et en espagnol)

Effectivité et efficacité des normes fondamentales et prioritaires de l'OIT: cas du Bénin et du Togo

L'égalité entre hommes et femmes à travers le monde. Choix d'articles parus dans le magazine Travail 1999-2006 (anglais déjà publié)

Guide pour lutter contre le travail des enfants chez les peuples indigènes et tribaux (aussi en espagnol)

Le placement des demandeurs d'emploi handicapés. Eléments pour un service efficace (édition africaine)

Réaliser l'égalité des chances des personnes handicapées en matière d'emploi par la législation. Directives (aussi en anglais et en espagnol)

Le rôle des syndicats dans l'éducation ouvrière: la clé du renforcement des capacités syndicales

Thesaurus BIT (trilingue anglais, français et espagnol)

Le travail forcé des enfants. Mécanismes et caractéristiques

Espagnol

El derecho al trabajo decente de las personas con discapacidades (aussi en anglais et en français)

Diálogo social y estrategias de lucha contra la pobreza

Directrices para combatir el trabajo infantil entre los pueblos indígenas y tribales

E-learning en la formación profesional: diseño didáctico de acciones de e-learning

Enseñar a trabajar: Las competencias de quienes forman para el trabajo

Financiación de la protección social

Formación profesional en el diálogo social

Lograr la igualdad de oportunidades en el empleo para las personas con discapacidades a través de la legislación (aussi en anglais et en français)

Marco multilateral de la OIT para las migraciones laborales

Más allá del marcador: Oportunidades de empleo para los jóvenes y capacitación en el sector de los deportes

La negociación colectiva y la formación profesional

El papel de los sindicatos en la educación obrera: La clave para el aumento de la capacidad de los sindicatos

Tesaurus OIT (trilingue anglais, français et espagnol)

Tras la crisis: El nuevo rumbo de la política económica y laboral en Argentina y su impacto (aussi en anglais)

Arabe

Philosophical and spiritual perspectives on decent work (anglais, français, allemand et russe déjà publiés)

CD-ROM et DVD

26. Les CD-ROM et DVD suivants sont parus dans les langues indiquées:

Egalité entre hommes et femmes et travail décent: les bonnes pratiques dans le monde du travail (trilingue anglais/français/espagnol)

ILSE-Bibliothèque électronique sur les normes internationales du travail, édition de 2007 (multilingue anglais/français/espagnol/portugais)

Yearbook of Labour Statistics, 66^e édition, 2007; Sources and Methods: Labour Statistics, Vols. 1-10 (anglais)

Contrats conclus avec des éditeurs et des distributeurs commerciaux ou à but non lucratif

On trouvera ci-après la liste des contrats conclus depuis la 298^e session du Conseil d'administration.

In defence of labour market institutions: Cultivating justice in the developing world (édition originale en anglais, coédition)	Palgrave Macmillan (Royaume-Uni)
Microfinance and public policy: Outreach, performance and efficiency (édition originale en anglais, coédition)	" "
Trade and employment: Challenges for policy research (édition originale en anglais, coédition)	Organisation mondiale du commerce (Suisse)
Protecting the poor: A microinsurance compendium (réimpression)	Academic Foundation (Inde)
Decent work: Objectives and strategies (réimpression)	Bookwell (Inde)
How to read a balance sheet – CD-ROM (réimpression)	Oxford and IBH Publishing Co Pvt Ltd. (Inde)
La sécurité sociale en agriculture (réimpression)	Presses universitaires de Limoges (France)
Convenio No. 169 sobre pueblos indígenas y tribales en países independientes – Quéchua (Pérou), Quichua (Equateur) (réimpression)	Ministerio de la Presidencia (Bolivie)
Employers' handbook on managing HIV/AIDS in the workplace (réimpression, édition thaïe)	Thailand Business Coalition on AIDS (TBCA) (Thaïlande)
Labour inspection: A guide to the profession (édition bahasa Indonésie)	Agence nipponne pour la coopération internationale (Indonésie)
A tool kit for labour inspectors: A model enforcement policy, training and operations manual; and code ethical behaviour (édition bulgare)	Inspection générale du travail (Bulgarie)
A statistical profile of the teaching profession. Joint ILO/UNESCO Committee of Experts on the Application of the Recommendations concerning Teaching Personnel (CEART) (édition chinoise)	East China Normal University Pressing House (Chine)
Guidelines on occupational safety and health management systems. ILO-OSH 2001 (édition chinoise)	National Centre for Safety Science Studies (Chine)
Career guidance: A resource handbook for low- and middle-income countries (édition chinoise)	Swedish National Labour Market Board (AMS) (Suède)
Flexicurity: A relevant approach in Central and Eastern Europe (édition croate)	TIM Press d.o.o. (Croatie)
Career guidance: A resource handbook for low- and middle-income countries (édition tchèque)	Center for International Services (ministère de l'Éducation), YS (République tchèque)

Handbook of procedures relating to international labour Conventions and Recommendations Rev. 2006 (édition finnoise)	Ministère du Travail (Finlande)
Safe and healthy workplaces: Making decent work a reality. ILO report for World Day for Safety and Health at Work 2007 (édition japonaise)	Confédération japonaise des syndicats (JTUC-RENGO) (Japon)
Social and labour implications of the increased use of advanced retail technologies. Report for discussion at the Tripartite Meeting (édition japonaise)	UNI-LC (Japon)
Note on the proceedings. Tripartite meeting on the social and labour implications of the increased use of advanced retail technologies (18-20 septembre 2006) (édition japonaise)	" "
Social and labour implications of the increased use of advanced retail technologies. Report for discussion at the Tripartite Meeting (édition portugaise)	Ministério do Trabalho e da Solidariedade Social (Portugal)
Safe and healthy workplaces: Making decent work a reality. ILO report for World Day for Safety and Health at Work 2007 (édition portugaise)	" "
Management of alcohol- and drug-related issues in the workplace. An ILO code of practice (édition portugaise)	" "
<i>Labour inspection</i> . Report of the Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations (articles 19, 22 and 35 of the Constitution). International Labour Conference 95th Session, 2006, Report III (Part 1B) (édition portugaise)	" "
Safety, health and welfare on construction sites: A training manual (édition roumaine)	Centre de formation des professionnels du bâtiment (Casa de Meserii) (Roumanie)
Safety and health in the iron and steel industry. ILO code of practice. 2 ^e édition (édition serbe)	Confédération syndicale Nezavisnost (Serbie)
A tool kit for labour inspectors: A model enforcement policy, training and operations manual; and code ethical behaviour (édition serbe)	Inspection du travail (Serbie)
Improving working conditions and productivity in the garment industry: An action manual (édition thaïe)	Ministère du Travail (Thaïlande)
<i>International Labour Review</i> (édition russe)	Institut du travail (Fédération de Russie)

Enterprise-based youth employment policies, strategies and programmes: Initiatives for the development of enterprise action and strategies (adaptation khmère)	Fédération cambodgienne des associations d'employeurs et d'entreprises (Cambodge)
Employers' handbook on managing HIV/AIDS in the workplace (adaptation lao)	Institute Burnet (République démocratique populaire lao)
The new offshoring of jobs and global development (Microform et CD-ROM)	Barbour Index (Royaume-Uni)
Violence at work (3 ^e édition) (Microform et CD-ROM)	" "
Working time and worker's preferences in industrialized countries (Microform et CD-ROM)	" "
Managing disability in the workplace. An ILO code of practice (CD-ROM et Internet)	Handicap International (France)
Disability and poverty reduction strategies. How to ensure that access of persons with disabilities to decent and productive work. Document d'information - anglais (CD-ROM et Internet)	" "
Moving Forward: Toward decent work for people with disabilities – Examples of good practices in vocational training and employment from Asia and the Pacific (CD-ROM et Internet)	" "
La gestion du handicap sur le lieu de travail (CD-ROM et Internet)	" "
HIV/AIDS and the world of work. An ILO code of practice (CD-ROM et Internet)	Agence nippone pour la coopération internationale (JICA) (Japon)
HIV/AIDS and the world of work. An ILO code of practice (IIEP/UNESCO) (CD-ROM, édition anglaise)	Institut international de planification de l'éducation (France)
Implementing the ILO code of practice on HIV/AIDS and the world of work: An education and training manual (CD-ROM)	" "
Mise en œuvre des directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail: manuel de formation (CD-ROM)	" "
Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail (CD-ROM)	" "
El VIH/SIDA y el mundo del trabajo. Repertorio de recomendaciones prácticas de la OIT (CD-ROM)	" "

Aplicación de las recomendaciones prácticas de la OIT sobre el VIH/SIDA y el mundo del trabajo; manual de capacitación (CD-ROM)

El trabajo infantil (CD-ROM)

Biblioteca electrónica sobre las Normas Internacionales del Trabajo CD-ROM (2004) (Internet, édition espagnole)

Biblioteca electrónica sobre las Normas Internacionales del Trabajo CD-ROM (2006) (Internet, édition espagnole)

Institut international de planification de l'éducation (IIEP/UNESCO) (France)

Fundación Paz y Solidaridad (Comisiones Obreras) (Espagne)

Sociedad de Medicina del Trabajo (SOMETRA) (Argentine)

" "

**Bibliothèque et base de données numériques
– contrats:**

Ebooks Corporation Limited (Australie)
(droits sur 185 titres)

EBSCO Publishing (Etats-Unis)
(droits sur 55 titres)

LexisNexis (Etats-Unis)
(droits sur 11 titres)

ProQuest LLC (Etats-Unis)
(droits sur 2 titres)

Genève, le 27 février 2008.

Points appelant une décision: paragraphe 6;
paragraphe 12.